

*Les crédits*

Dans ce débat consacré au chômage des jeunes, il a été aussi question d'éducation. Au lieu de s'en tenir à la question des emplois pour les jeunes, les étudiants, le ministre d'État chargé de la Jeunesse a préféré parler de la promesse que le gouvernement a faite, dans le discours du Trône, d'atteindre certains objectifs: élimination de l'analphabétisme, augmentation du nombre de diplômés en sciences et en génie, doublement du nombre des travailleurs qui ont accès à la formation, etc. Il a été ensuite question, comme d'habitude, des conflits de compétence. Ce débat ne porte pas sur l'éducation en tant que telle, mais sur la nécessité pour les enfants de gagner de l'argent pour poursuivre leurs études.

Je pense qu'il est important de parler brièvement de l'aspect suivant ce débat: Comment encourageons-nous les jeunes à rester à l'école? En plus du financement de l'éducation, nous devons discuter de la nature de la formation et de l'éducation auxquelles ils auront accès. Je vais simplement répéter ce que j'ai déjà dit, et c'est qu'il n'y a pas de problèmes de compétence qui empêchent de faire preuve de leadership une fois que l'on a reconnu qu'il y avait certains problèmes de compétence dont il faut tenir compte.

Le problème de compétence a été utilisé comme excuse pour ne rien faire. Ma crainte c'est qu'on continue à l'utiliser ainsi, au détriment du développement économique que, de l'avis général, le Canada doit rechercher.

Je voudrais terminer par quelques mots sur la question de l'aide aux étudiants. Comme je l'ai dit plus tôt, au lieu de trouver des moyens originaux d'augmenter l'aide financière accordée aux étudiants, le gouvernement a imposé une surcharge de 3 p. 100 sur les prêts aux étudiants, alors que ce dont on a besoin c'est d'améliorations au programme.

Pendant la fin de semaine, j'ai parlé à des représentants d'étudiants à temps partiel qui ont présenté régulièrement des pétitions à ce gouvernement et au précédent, pour obtenir que les étudiants à temps partiel aient accès à la même aide financière que les étudiants à temps plein. C'est une considération importante, car dans les circonstances actuelles, l'une d'elles étant ce que le gouvernement a fait pour les possibilités d'emploi des étudiants, il y aura de plus en plus d'étudiants à temps partiel. Ces étudiants devraient avoir accès eux aussi à un enseigne-

ment de qualité et bénéficier de la même aide que leurs collègues étudiants à temps plein.

Je demande au gouvernement de faire une autre chose en plus d'augmenter le financement du programme Défi, c'est de se préoccuper de l'aide aux étudiants.

Il y a eu des comités et des promesses, mais rien n'a été fait. Il est grand temps de faire quelque chose dans le domaine des prêts aux étudiants à temps partiel, pour que ceux-ci aient les mêmes avantages que les autres étudiants.

Tant que nous serons dans une situation où les étudiants ne peuvent obtenir d'emplois d'été nous aurons beaucoup de mal à encourager les étudiants à temps partiel et eux aussi, bien sûr, auront besoin d'emplois qui, du fait de la récession actuelle, ne seront peut-être pas disponibles.

Je dois admettre en terminant que je suis las de toujours répéter la même chose à la Chambre et de voir que le gouvernement y est toujours aussi imperméable. Il y a un besoin chez les étudiants, un besoin crucial de trouver des emplois, pas des cadeaux, des emplois pour continuer leurs études.

Le taux de chômage empire. Il est pratiquement au niveau où il était au plus creux de la dernière récession, 16 p. 100 maintenant contre 17 p. 100 à l'époque. Le gouvernement a besoin de prendre des initiatives pour débloquer plus d'argent, de façon à ce que les étudiants puissent travailler. Il doit réexaminer les mesures qu'il a prises et qui rendent les études plus coûteuses. Il doit regarder le tort qu'il a causé aux universités et aux collèges en rendant l'enseignement postsecondaire moins accessible et moins valorisant qu'il ne l'était.

Qu'il mette un peu de substance dans ses belles déclarations au sujet de la création d'une société basée sur le savoir. Donnons accès, un accès réel, à ce savoir aux étudiants. Donnons-leur des emplois. Donnons-leur des institutions où ils peuvent apprendre. Prenons les initiatives en matière d'enseignement que ce gouvernement et les autres ont refusé de prendre. Engageons-nous réellement à créer cette société basée sur le savoir qui donnera au Canada le niveau de vie qu'il doit avoir pour maintenir les programmes sociaux dont certains ont besoin.